



L'illusion de L'«unité».

Parmi les accusations que les opportunistes du monde entier lancent contre l'Internationale Communiste, se trouve celle-ci, que l'Internationale apporte la désunion dans les rangs du prolétariat et détruit la cohésion du mouvement politique et syndical de la classe ouvrière. Cet argument est aussi ancien que l'opportuniste lui-même. Vers 1880 déjà il était invoqué contre les Guesdistes par les possibilistes français, ces précurseurs du révisionnisme et de l'opportuniste de nos jours. Lors de l'affaire Dreyfus et de la première entrée des «socialistes» dans le Ministère bourgeois, cette même accusation servit contre les socialistes de gauche (Guesdistes et Blanquistes) aux groupés autour de Jaures, Aujourd'hui c'est encore ce même argument, faute de meilleur, auquel recourent les opportunistes de tout l'univers. Les Scheidemannistes et Indépendants en Allemagne, les Longuetistes en France, les Serrattistes en Italie, les menchéviks et les s.-r. en Russie, tous à l'unisson hurlent que les communistes brisent le front unique du prolétariat en face de l'ennemi capitaliste.

Mais ce n'est là qu'hypocrisie politique, parait-il, et calculée chez les uns, peut-être inconsciente chez les autres. L'unité de la classe ouvrière, c'est précisément par les conciliateurs révisionnistes et opportunistes et opportunistes qu'elle a été brisée. Depuis que ces Messieurs, sous des formes différentes selon les pays, se sont mis au service du capital, depuis qu'ils ont fait front unique avec la bourgeoisie, depuis cette trop fameuse «union sacrée», il est ridicule de parler d'un front unique du prolétariat. Désormais la seule façon de rétablir la véritable unité prolétarienne, c'est de combattre avec acharnement les opportunistes en commençant par rompre avec eux. Cette unité formelle entre les lous et les brebis, que préchent les opportunistes, est fautive depuis le début jusqu'à la fin. Elle n'est pas seulement fautive, elle est absolument stérile. L'unité de Scheidemann et de Karl Liebknecht, l'unité de Renaudel et de Loriot, l'unité de Turatti et de Bonaccini, l'unité des ouvriers révolutionnaires et des leaders opportunistes ou des bureaucrates politiques et syndicaux vendus corps et âme au capital, cette unité là n'est pas seulement un mirage politique inouï dans l'histoire, elle est encore pratiquement impossible. Elle est incapable de rien donner à la classe ouvrière, incapable de l'aider dans sa lutte, capable seulement de paralyser ses élan et de lui livrer pieds et mains liés au Pouvoir du capital.

Serrati à Livourne a rompu avec l'aile révolutionnaire de son Parti afin de conserver l'unité avec Messieurs Turatti, Trèves et Modigliani, qui voient en songe les portefeuilles ministériels qui leur sont réservés dans les cabinets bourgeois. Et aujourd'hui le malheureux Serrati se trouve dans la position d'une poule qui a couvé des canards. Ces mêmes opportunistes qu'il a réchauffés sur son sein, pour lesquels il a rompu avec la III^e Internationale, sont prêts aujourd'hui à le rejeter, parce qu'il s'est mis imprudemment sur la route qui les conduit vers ces portefeuilles tant convoités. Et au même moment où les opportunistes, de complicité déjà avec Giolitti, aiguissent leur poignard pour égorger ce bélier innocent, lui, dans son «Avanti», invite les communistes à revenir au bercail et à reformer le Parti «unique».

Si les centristes français, Longuet et Paul Faure en tête, ont rompu à Tours avec les communistes, qui maintenant ne sont plus la minorité, mais bien l'écrasante majorité du Parti, c'est encore au nom de cette fautive unité. Et en fin de compte, comme il allait s'y attendre, ces pauvres d'esprit que sont les centristes se sont trouvés prisonniers des social-révolutionnaires d'extrême droite type Renaudel et Léon Blum. En collaboration avec eux, ils ont transformé leur Parti et leur organe officiel le «Populaire» en une agence au service de la bourgeoisie et des social-traitres jaunes type Jouhaux. Ces jours derniers nous avons indiqué que dans la plupart des pays l'opportuniste s'appuie moins sur les Partis so-

cial-démocrates que sur les Syndicats Jaunes. En France en particulier le Parti Socialiste des centristes et des droitiers compte, d'après ses propres évaluations, 50.000 membres en tout et pour tout (chiffre qui, nous en sommes persuadés, est exagéré du double), alors que le Parti Communiste en compte plus de 120.000 (membres cette fois-ci non plus fabuleux, mais bien réels). Par contre les Longuetistes s'appuient sur la C. G. T., où les Jaunes continuent d'être en écrasante majorité. Ce centre national du mouvement syndical français, qui jadis était le foyer du syndicalisme révolutionnaire et même, on peut le dire, son père, s'est grâce au effort de ces derniers années, grâce aux efforts de Jouhaux, Bidegarray, Dumoulin et Merrheim, en une véritable garde-jaune du conservatisme bourgeois. Pour porter un coup sûr à l'opportuniste en France, il faut frapper cette citadelle de l'opportuniste syndical. Ce coup semble-t-il, est maintenant porté.

Ces derniers mois ont été caractérisés par la croissance irrésistible des idées révolutionnaires parmi les masses ouvrières françaises, affranchies de l'hypnose patriotique et du pieux mensonge de l'«unité». Le syndicalisme révolutionnaire, coloré cette fois-ci par la doctrine communiste, a recommencé à conquérir les esprits et les cœurs des ouvriers français. Les syndicats sont passés les uns après les autres dans l'opposition. Au dernier Congrès national de la C. G. T., cette opposition révolutionnaire a disposé déjà de près d'un tiers des voix. Dans certains centres, comme à Paris, dans certains syndicats, comme les métaux, les révolutionnaires sont la majorité. Il subsistait seulement deux puissants syndicats qu'il fallait conquérir pour porter à l'ennemi un coup décisif, et maintenant ils sont, semble-t-il, conquis.

Au Congrès des cheminots tenu à Tours, la majorité a adopté la résolution de Monmousseau, un des héros du fameux procès des dix communistes de Paris. Le syndicat des cheminots, qui a eu fortement à souffrir du Gouvernement et encore plus des social-traitres après la grève malheureuse de mai 1920, s'est remis de ce choc et a récupéré son ancien esprit révolutionnaire. Cette résolution condamne la politique de trahison de la C. G. T. et marque par là un retour des cheminots à la révolution sociale.

Plus remarquable encore est le succès des idées révolutionnaires dans le bâtiment. La Fédération du bâtiment était autrefois la fleur du prolétariat organisé et mar hait à la tête du syndicalisme révolutionnaire. La guerre, et plus encore le travail des organisateurs de Jouhaux et de ses agents, avaient ébranlé cette Fédération hésitante et ébranlé son moral. Naguère encore la presse des social-traitres exprimait son espoir que le Congrès de la Fédération du bâtiment repousserait les sornettes communistes et se prononcerait pour la tactique «éprouvée» de Jouhaux et Cie. Mais les vaillants ouvriers du bâtiment ont déçu les opportunistes. Rassemblés en Congrès à Dijon, leurs délégués, à une majorité de 163 contre 99, se sont déclarés pour l'Internationale Rouge contre l'Internationale Jaune. On disait au moment de l'apogée de cette Fédération et du syndicalisme révolutionnaire. «Quand le bâtiment va, tout va!» Nous le dirons encore aujourd'hui, dans l'espoir que cette décision portera le coup de grâce à la bande des politiciens qui depuis trop longtemps pourrissent le mouvement ouvrier français.

La clique opportuniste a apprécié du premier coup la révolution qui s'était produite dans les chemins de fer et dans le bâtiment. Jouhaux s'est aussitôt senti «fatigué». Prévoyant qu'au prochain Congrès de Lille les chefs actuels de la C. G. T. risquaient de perdre en minorité, Jouhaux s'est mis à parler mélancoliquement de son «désir de se retirer». Il cependant ajouté qu'au préalable il ferait une énergique tentative pour mater les extrémistes. Que la bourgeoisie ait chargé Jouhaux de foudroyer l'extrême-gauche, de cela nous ne doutons point. Mais qu'il y réussisse, nous en doutons fort, car beaucoup de tentatives énergiques du même genre ont été faites déjà, et chaque fois le coup que Jouhaux a essayé de

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES COOPÉRATIVES RÉVOLUTIONNAIRES.

Entre les trois formes essentielles du mouvement ouvrier qui faisaient l'union des masses prolétariennes à l'époque florissante du capitalisme, la coopération a toujours été la plus pénétrée d'esprit réformiste et opportuniste pur et simple. Les partis politiques du prolétariat se proposaient, sinon la lutte pour la prise immédiate du Pouvoir par la classe ouvrière, du moins une certaine préparation du prolétariat à cette main mise. C'étaient des organisations plus ou moins militantes. Dans leur propagande et dans leur action quotidienne elles ne perdaient pas de vue le but final: elles groupaient le prolétariat au nom du socialisme, en vue de l'abolition complète de l'exploitation bourgeoise, en vue de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Les syndicats dirigeaient le mouvement ouvrier contre l'exploitation capitaliste dans la sphère professionnelle. Ils visaient l'exploitation dans sa forme la plus essentielle. Les campagnes menées par eux les faisaient entrer en lutte avec l'Etat capitaliste, qui soutenait l'exploitation de la bourgeoisie, et ainsi les syndicats étaient amenés à sortir du terrain purement économique pour entrer dans l'arène politique. Combattant ainsi l'exploitation du capital, les syndicats ne pouvaient pas ne pas penser au socialisme. Ils ne pouvaient perdre de vue le but final du mouvement. Côté à côté avec les Partis politiques, les syndicats étaient des organisations militantes du prolétariat.

Les coopératives au contraire se proposaient de combattre le capital non point pour l'anéantir, mais seulement pour faire disparaître telle ou telle forme d'exploitation, pour combattre d'une façon générale le capital commercial et usuraire. Fournir aux consommateurs des marchandises à meilleur compte, permettre aux petits producteurs de vendre leurs produits à des prix plus élevés que ceux offerts par le commerce intermédiaire, organiser en faveur des paysans ou des petits artisans un crédit plus accessible et à des conditions plus douces que les banques ou les prêteurs particuliers, tel était le but des coopératives. Toute leur action visait seulement à obtenir des améliorations partielles dans la situation des travailleurs, ouvriers et paysans. C'est en vue de ces améliorations partielles que le socialisme n'était qu'une enseigne pour les coopératives, une sorte d'amorce pour les atteindre.

Pour atteindre leur but, les coopératives usaient avant tout des moyens pacifiques: ouverture de magasins, constitution de sociétés de crédit, d'associations pour la construction de maisons, etc. Tout cela

porter à ses adversaires s'est retourné contre lui. D'ailleurs, s'il avait réussi à mater les extrémistes, il ne parlerait pas de se retirer.

Rien de plus intéressant que la façon dont va se conduire le centre longuetiste. Jusqu'à présent il salissait de toutes façons les syndicalistes de gauche, sous prétexte de défendre l'unité syndicale. En réalité il défendait tout simplement la majorité opportuniste de la C. G. T. Aujourd'hui cette majorité passe à gauche. Que fera maintenant «Le Populaire»? Défendra-t-il la nouvelle majorité et protestera-t-il contre la minorité opportuniste qui refusera sans doute de se soumettre aux décrets des «partisans de Moscou»? Nous craignons fort qu'il n'en soit pas ainsi. Une fois de plus nous verrons que l'unité dans la bouche des opportunistes n'est autre chose qu'un prétexte pour couvrir leurs sympathies. Les centristes l'ont déjà montré sur le terrain politique, ils le montreront maintenant sur le terrain professionnel.

Mais la classe ouvrière ne fait pas attention aux hurlements des conciliateurs. Elle continuera son chemin, qui est celui de la véritable unité prolétarienne, l'unité de tous les travailleurs dans la lutte intransigeante pour l'affranchissement et pour la révolution sociale!

G. STIEKLOV.

n'avait rien de combattif. Au contraire les manifestations révolutionnaires ne faisaient que nuire au travail pacifique des magasins, ateliers coopératives, banques populaires, etc. Elles mettaient en danger les biens des coopérateurs. C'est pourquoi les coopératives se sont toujours montrées hostiles à la lutte révolutionnaire: elles craignaient cette lutte.

Il est donc naturel que les coopératives soient devenues le refuge de toute sorte d'opportunistes voulant seulement détourner le prolétariat des méthodes révolutionnaires pour l'entraîner dans la voie des améliorations mesquines et de la petite économie, ouverte par les coopératives. Sous la direction de ces opportunistes, le mouvement coopératif prit un caractère encore plus effacé, strictement réformiste. Ce sont eux qui imaginèrent et préconisèrent la théorie d'après laquelle les coopératives doivent être politiquement neutres, s'abstenir de toute action politique et se tenir à l'écart des partis politiques. Ce sont eux qui s'efforcèrent d'isoler le mouvement coopératif pour en faire la troisième forme, sans aucun lien avec les autres, du mouvement ouvrier, et pour l'arracher ainsi à l'influence révolutionnaire des Partis socialistes et des syndicats. La preuve que ces opportunistes agissaient ainsi par hypocrisie, c'est que partout où ils ont été convaincus de leur puissance et de leur influence, ils ont agi dans un sens absolument opposé, en subordonnant tout le Parti à leur influence précisément par l'intermédiaire des coopératives. Exemple la Belgique.

La guerre impérialiste mondiale a fait éclater partout la faillite de l'ancien mouvement ouvrier opportuniste qui, conduit par les prêtres, s'est montré incapable de subir la sévère épreuve du feu. Les laquais de la bourgeoisie placés à la tête des organisations ouvrières, à peine la guerre commencée, ont consacré toutes leurs forces au service de la cause bourgeoise. Toute leur influence sur les ouvriers ils l'ont fait servir à tromper ces mêmes ouvriers. Ils ont oublié leur antimilitarisme et leur internationalisme d'antan, et sous prétexte de défendre la patrie ils ont invité le prolétariat à défendre les coffres-forts de sa bourgeoisie. Ils ont mis au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme toutes les organisations politiques ou professionnelles de la classe ouvrière.

Mais si la faillite a été complète, même dans les organisations combattives du prolétariat, partis socialistes et syndicats, elle a été plus forte encore et plus absolue dans le domaine coopératif, qui avait toujours été le moins touché par les principes révolutionnaires du socialisme et qui était soumis plus que tout autre à l'influence des leaders opportunistes.

C'est sous cette influence que les anciennes coopératives donnèrent toutes leurs ressources et toutes leurs forces pour secourir la bourgeoisie et pour l'aider dans sa guerre impérialiste criminelle. Parmi les anciens chefs, pas une seule voix de protestation ne s'éleva contre la guerre. Tous les efforts des coopératives de consommation visèrent seulement à améliorer l'appareil de répartition, à retenir le prolétariat de toute démarche révolutionnaire, en un mot à conserver et à raffermir l'union sacrée nécessaire à la bourgeoisie. Les autres formes de coopération, chacune dans sa sphère et avec ses moyens, s'efforcèrent à qui mieux mieux de défendre cette union sacrée et de multiplier la puissance militaire de leurs Gouvernements impérialistes. Pendant toute la guerre, toute l'action des anciens dirigeants du mouvement coopératif ne fut qu'un vaste crime et qu'une ignoble trahison des intérêts des masses laborieuses.

Pendant la guerre les dirigeants des anciennes coopératives rompirent entre eux toutes les relations internationales. Pendant deux ans et demi encore après la fin de la guerre, ces relations n'ont pas été rétablies. Ces dirigeants demeurent jusqu'à ce jour les esclaves dociles de la bourgeoisie impérialiste et l'instrument complaisant de ses plans de conquête.

Lorsque l'impérialisme occidental, allié aux ex-généralistes tsaristes et gardes-blancs, engagea les hostilités contre la Russie Soviétique, contre le Gouvernement voulu par les ouvriers et les paysans russes, contre l'avant-garde de la révolution prolétarienne internationale, les dirigeants des coopératives d'Occident ne firent pas un geste pour entraver cette intervention. Tout au contraire, en la personne du Bureau Coopératif International, ils se placèrent du côté des anciens membres du Bureau de l'Union Centrale panrusse des Coopératives de Consommation, les contre-révolutionnaires Berkemheim, Zellheim, Lenski, Wakhmistrov, qui ne cessèrent jamais de soutenir les anciens généraux, d'équiper les armées de la réaction, de collaborer par le moyen de leurs agents avec les pseudo-gouvernements de ces généraux, de nourrir et d'exaspérer en un mot la guerre menée contre le Gouvernement Ouvrier et Paysan sur le front et même dans les derrières de l'armée rouge soviétique. Ces anciens membres du Bureau du „Tsentro-Soiouz“, depuis longtemps déjà privés du droit de porter ce titre par une décision du Congrès des Coopérateurs de Russie, demeurent encore aujourd'hui dans les rangs du Bureau Coopératif International. Cette tolérance criminelle, dépassant toutes bornes, en faveur de contre-révolutionnaires évidents et déclarés et de plats laquais de l'impérialisme rend les dirigeants des coopératives d'Occident responsables et complices de la politique contre-révolutionnaire favorisant les monarchistes russes et les impérialistes européens.

Toute cette conduite des dirigeants du mouvement coopératif a eu pour résultat de creuser entre les coopératives d'une part et le mouvement révolutionnaire prolétarien grandissant chaque jour d'autre part un abîme profond. Les anciennes coopératives, loin d'aider le prolétariat, le contraire dans sa campagne libératrice. Les anciens coopérateurs veulent en fait vivifier le capitalisme à l'agonie puisque leurs boutiques coopératives, leurs sociétés de crédit, etc., sont absolument inoffensives pour le capitalisme, mais pleines d'avantages pour eux. En théorie ils estiment que la transformation sociale doit durer de longs siècles. C'est pourquoi dans sa lutte pour le socialisme, le prolétariat révolutionnaire ne doit à aucun degré compter sur le secours de coopératives, tant qu'elles ont à leur tête les anciens dirigeants.

Et cependant la collaboration du mouvement coopératif peut avoir une importance essentielle pour le prolétariat révolutionnaire.

A l'époque qui précède la prise du pouvoir par le prolétariat, les coopératives, groupant des millions de travailleurs, peuvent être un admirable moyen de propagande et d'agitation en faveur du communisme et de la révolution socialiste. Elles peuvent servir d'instrument pour organiser les travailleurs autour des Partis communistes et au bénéfice de ces Partis.

Les coopératives peuvent et doivent jouer un rôle considérable après le triomphe de la révolution sociale en tout ce qui concerne l'organisation du régime socialiste. Ce rôle important a été indiqué déjà par Marx dans „L'adresse constitutive“ de la 1ère Internationale et dans l'ordre du jour du Congrès de Genève sur la question de la coopération. Mais pour jouer ce rôle elles doivent changer radicalement de caractère et de programme.

Les anciennes coopératives se proposaient non point de combattre le régime capitaliste, mais seulement telle ou telle forme d'exploitation mise en œuvre par telle ou telle forme de capital, surtout par le capital commercial et usuraire. Elles ne combattaient pas le capitalisme dans son essence, elles n'en voulaient pas à sa domination, mais seulement à des manifestations isolées de cette domination et de cette exploitation. Bien plus, dans leur activité courante, elles empruntaient elles-mêmes un rôle d'exploitateur: le salariat dans les coopératives, l'exploitation de trusts fermiers, la base fournie aux Partis réactionnaires dans les campagnes par les coopératives agricoles ou de crédit, etc. Les anciennes coopératives n'ont jamais embrassé tout le peuple, tous les travailleurs, mais seulement une portion relativement minime. Elles n'avaient à leur disposition que des moyens relativement faibles fournis par les cotisations des travailleurs et les bénéfices des entreprises. Avec de pareilles ressources il n'y avait même pas à songer à vaincre le capitalisme, dont les grands magnats possédaient des fortunes gigantesques.

La nouvelle coopération, celle qui veut servir d'instrument aux travailleurs pour créer le monde socialiste après la prise du pouvoir par le prolétariat, devra embrasser au contraire, d'après Marx toute la nation, et consacrer toutes ses forces et tous ses talents à l'organisation de la répartition dans la nouvelle société. A cet effet elle devra disposer, avec le concours du Gouvernement des travailleurs, de toutes les ressources nationales.

La coopérative de production dans les

ville et dans les campagnes devra aider les petits producteurs à adapter leurs fabrications aux besoins de la société et à organiser ces fabrications d'après un plan d'ensemble. Elle devra aider les artisans et les paysans à passer sans douleur des procédés de travail individuel aux procédés collectifs. La coopération de production sera le pont qui facilitera ce passage, puisque grâce à elle les petits producteurs travailleront d'après un plan et avec des secours donnés par l'Etat prolétarien. En entrant dans cette voie la coopération conserve toute son indépendance dans le cadre du plan d'ensemble. La coopération devra embrasser toute la population du pays et prendre ainsi un développement comme on ne pouvait en imaginer aucun semblable à l'époque capitaliste. De même elle se rapproche par là des autres formes du mouvement ouvrier. Elle se propose le même grand but que ces autres formes et dans la mesure de ses moyens elle contribue à l'obtenir. Le concours de la coopération à l'édification de l'Etat socialiste facilitera grandement les choses et rendra la période de transition infiniment moins douloureuse qu'elle ne le serait sans elle.

C'est là la voie dans laquelle est entrée la coopération en Russie, et nous voyons qu'elle y a pris un développement d'une largeur inouïe jusqu'à présent. Le prolétariat et les autres catégories de travailleurs d'Occident doivent tenir compte de cette expérience faite en Russie Soviétique, et orienter leurs coopératives dans le même sens.

Mais afin que les coopératives puissent jouer le rôle en question il faut que le prolétariat révolutionnaire, en la personne des communistes et des Partis sympathisants, connaisse et apprécie à l'avance le rôle, le caractère et les fonctions de la coopération dans la période de la révolution socialiste. Il faut que ce prolétariat prenne à l'avance possession des coopératives, en expulse les anciens dirigeants traîtres à la cause ouvrière, et mette à leur place des communistes et des sympathisants.

Il faut pour cela que le prolétariat comprenne le rôle, le caractère et la mission de la nouvelle coopération, en tenant compte de l'expérience accumulée en Russie, des erreurs commises et des résultats positifs obtenus. Il faut que les communistes et sympathisants dispersés à travers les diverses organisations coopératives unissent leurs efforts non seulement dans les frontières d'un seul pays, mais d'un pays à l'autre. Il faut qu'ils engagent des relations avec les Partis Communistes et les syndicats révolutionnaires. A la veille de la lutte décisive tous les détachements du prolétariat doivent se fondre en une seule armée.

Mais pour cela il est indispensable avant tout que les communistes et les sympathisants travaillant dans le mouvement coopératif de tous les pays s'entendent entre eux le plus tôt possible sur le caractère et le programme de l'action coopérative et constituent formellement une association internationale sous le drapeau de l'Internationale Communiste. Il est indispensable de réunir un Congrès International des coopérateurs communistes ou sympathisants, avec mission de poser les fondements de cette association.

Coopérateurs communistes, unissez-vous;
N. Mechtcheriakov.

Résolution sur le Bureau Coopératif International.

Le Conseil du Tsentro-Soiouz (Ligue panrusse des Coopératives), dans sa deuxième session, a décidé de constituer une Commission pour propager l'idée de la IIIème Internationale parmi les ouvriers organisés en coopératives dans tous les pays.

En confirmant cette décision, la IIIème session estime que le Bureau Coopératif International constitué pour son exécution par la direction du Tsentro-Soiouz et composé de: Khintchouk, Mechtcheriakov, Soltz, Noguine, Rozovski, et de Kramarov comme secrétaire, doit se proposer de grouper dans tous les pays les éléments coopératifs révolutionnaires se plaçant sur le terrain de la lutte décisive contre le régime capitaliste et de séparer ces éléments des influences opportunistes et des dirigeants entrés en collusion avec la bourgeoisie.

Le Bureau Coopératif International doit comprendre des représentants où seront constitués des groupes de coopérateurs révolutionnaires et prendre des mesures pour convoquer d'urgence une Conférence Coopérative Internationale.

Le Bureau Coopératif International doit déployer le maximum d'énergie pour que la coopération joue le rôle d'un adjoint sérieux dans la grande lutte engagée contre le système d'oppression et d'exploitation capitaliste et se change ainsi en un des détachements du grand mouvement des travailleurs pour transformer le monde sur la base socialiste.

Vive la Révolution Universelle des Travailleurs! Vive la Coopération Révolutionnaire! Vive le Socialisme!

La situation internationale et le IIIème Congrès de l'Internationale Communiste.

L'Internationale Communiste est basée sur la théorie du marxisme qui est valable pour toute l'étendue de l'époque capitaliste. De la connaissance des lois du développement de la société capitaliste se déduisent les principes de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire les règles générales applicables à la lutte du prolétariat sur le terrain des tendances évolutives du capitalisme. Mais de même que la connaissance des tendances fondamentales de l'évolution capitaliste n'en fait pas moins un devoir à tout marxiste d'étudier chaque phase particulière de l'évolution du capitalisme, il ne suffit pas non plus de connaître les principes généraux du communisme, il faut encore que le communisme, en tant que parti militant, recherche le moyen d'adapter ces principes généraux à chaque époque déterminée. A l'époque de l'évolution dite pacifique, c'est-à-dire à l'époque où les classes ne cherchent pas à modifier par la violence leurs propres positions mais s'occupent à saper les positions ennemies, la tactique de guerre civile ne serait pas applicable, bien qu'il soit du devoir des communistes de préparer dès cette époque l'esprit du prolétariat à la nécessité d'une guerre civile dans l'avenir. Le communisme contemporain s'est formé à l'époque où la guerre mondiale portait déjà en son sein les grandes luttes révolutionnaires et où il fallait par conséquent non seulement préparer l'esprit du prolétariat à l'imminence d'une guerre civile mais encore élaborer l'organisation et apprêter les instruments de cette guerre civile. Dans le texte de leur convocation pour le premier Congrès de l'Internationale Communiste, le Parti Communiste Russe et le Parti de Spartacus déterminaient ainsi les principes de la nouvelle Internationale:

„La période actuelle est celle de la débâcle et de l'écroulement du capitalisme mondial.“

Dans les directives adoptées par le Congrès, l'Internationale Communiste déclarait:

„La guerre impérialiste dégénère en guerre civile; une nouvelle époque est née, l'époque de la débâcle du capitalisme, de sa décomposition intime, l'époque de la révolution communiste du prolétariat.“

Dans les thèses du 2-me Congrès de l'Internationale Communiste, un an après le premier, l'Internationale Communiste déclarait, dans le premier point des statuts:

„La nouvelle Confédération Internationale des Travailleurs est fondée, qui a pour but l'organisation de l'action commune des prolétaires de différents pays en vue de la ruine du capitalisme, de l'avènement de la dictature du prolétariat et de la formation d'une République internationale des Soviets pour la suppression définitive des classes et pour la mise en pratique du socialisme, premier jalon de la société communiste.“

Dans les thèses concernant les tâches de l'I. C., la situation concrète dans laquelle se trouvait en juillet 1920 la révolution mondiale est caractérisée de la façon suivante:

„Le moment actuel du développement du mouvement communiste international est caractérisé par ce fait que les préparatifs du prolétariat pour la réalisation de sa dictature ne sont pas encore achevés dans la plus grande majorité des pays capitalistes et le plus souvent ne sont pas même commencés. Il ne s'ensuit pas que la révolution prolétarienne soit impossible dans un avenir des plus rapprochés, elle est, au contraire, fort possible, car la situation générale tant économique que politique est extrêmement riche en matériaux combustibles et en prétextes pour leur soudaine inflammation. L'autre condition qui, en dehors de la préparation du prolétariat, est indispensable pour la révolution, — c'est à dire l'état de crise profonde dans tous les partis au pouvoir et les partis bourgeois, cette condition existe. Mais il suit de ce qui a été dit que la tâche des partis communistes consiste à l'heure présente à hâter la révolution sans toutefois la provoquer par des moyens artificiels et avant de l'avoir suffisamment préparée; quant à la préparation du prolétariat à la révolution, elle doit consister non en paroles, mais en actes. Les faits rapportés plus haut concernant l'histoire de certains partis socialistes obligent l'Internationale Communiste à attirer l'attention sur la nécessité que la „reconnaissance“

de la dictature du prolétariat ne reste pas un vain mot“.

Il s'agit de déterminer si la conjoncture objective n'exige pas de nous un changement des buts immédiats de notre action, ou bien en d'autres termes s'il ne se produit pas à l'heure qu'il est un raffermissement du capitalisme et si ce que nous appelons un lent acheminement à la révolution mondiale n'est pas un lent acheminement à la restauration du capitalisme. L'Internationale 2^{1/2} de Hilferding à Levi, répond à cette question par l'affirmative. Au sujet de la position de Hilferding, Martov écrit dans une lettre confidentielle au Comité Central des Mencheviki publiée dans la „Pravda“ de Moscou du 5 avril, dans les termes suivants: „Des économistes aussi autorisés que Hilferding sont plus que prudents dans leurs pronostics. Dans une conversation particulière, celui-ci a déclaré que c'était encore pour lui une question à débattre si le capitalisme était vraiment en train d'agoniser ou bien si au contraire, après un moment d'hésitation et de crise, nous aurions encore une période de relèvement et de capitalisme d'Etat lequel pendant un temps plus ou moins long serait en mesure d'engager une partie des masses ouvrières à partager avec lui les profits et la plus-value, ce qui causerait un renouveau de réformisme dans le mouvement ouvrier. A vrai dire Hilferding lui-même est près de partager cette opinion.“

Et la brochure de Levi se termine par la conclusion suivante:

„Si le prolétariat allemand ne réussit pas à reconstituer le Parti Communiste, si le sort qui lui a été réservé en mars est tout ce qui l'attend, alors il faut se rendre compte que les courants contre-révolutionnaires que nous voyons sourdre de partout par le monde sont plus durables et plus puissants que nous ne l'avions pensé jusqu'ici, et que le sort de l'Internationale Communiste sera semblable au nôtre“.

Naturellement Levi ajoute que son désir et son espoir sont qu'il n'en sera pas ainsi. Mais ces déclarations montrent une chose: il craint de voir l'époque de la révolution mondiale faire place à celle du capitalisme vainqueur et c'est cette crainte qui est à la source de sa déviation vers le centre. Chez un révolutionnaire cette crainte ne pourrait naturellement pas servir de point de départ à un sentiment de désespoir au sujet du destin de l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste aurait nos raisons d'être, même alors que nous ne pourrions pas prendre part à la lutte directe pour la conquête du pouvoir politique sur une échelle mondiale. Car le révolutionnaire sait très bien que la conquête du pouvoir politique ne lui tombe pas des nues, qu'il faut pour y arriver rassembler les forces morales politiques et organisatrices même en pleine période de stagnation. Il sait fort bien que ce travail de préparation ne peut être mené en compagnie ni des réformistes, ni des centristes. Le révolutionnaire ne cesserait pas de combattre pour le pouvoir tant que le sort de la révolution ne serait pas décidé. C'est par contre d'un opportuniste, d'un arriviste de se placer vivement sur le terrain du fait accompli dès qu'il lui semble que bientôt ce terrain sera celui d'une évolution lente et paisible du capitalisme ne tolérant pas les „pusch“, les aventures — que Dieu les damne — mais seulement l'exploitation ordonnée, tranquille du prolétariat.

Ces doutes émis sur le caractère de l'époque montrent en tout cas que l'évolution du monde ces dernières années contredit l'image que s'étaient faite du progrès de la révolution mondiale la plupart des révolutionnaires. Cette constatation nous oblige à faire un examen approfondi de l'état actuel de l'univers, une estimation scrupuleuse de chacune des tendances qui s'y font jour. Si ces doutes sont fondés, nous devons naturellement en tenir compte au moment où vont être posés les nouveaux fondements de notre tactique.

En réalité le progrès de la révolution mondiale correspond à l'image que tout révolutionnaire scrupuleux a dû s'en faire si le désir d'une victoire rapide n'était pas la seule base de sa tactique. Dans les thèses relatives à la tactique de l'Internationale Communiste dans sa lutte pour l'avènement de la dictature prolétarienne, thèses que nous avons écrites en décembre 1919 et en 1920 et qui ont été publiées sous la signature du Secrétariat Occidental de l'Internationale Communiste et du Comité Central des Spartaciens, nous nous exprimons en ces termes: „La lutte révolutionnaire pour l'avènement de la dictature prolétarienne va devenir de plus en plus poignante, profonde et vaste à mesure que la décomposition du capitalisme s'accroît. Son joug sera de plus en plus insupportable au prolétariat et la classe prolétarienne, assagée par l'expérience, comprendra de mieux en mieux la nécessité absolue de la lutte

27 MAI 1921.

pour la dictature; mais à l'inverse de ce qui s'est produit en Russie, la victoire du prolétariat sera acquise, dans les pays d'un capitalisme développé, non pas au moyen d'un assaut brusque, mais au cours d'une longue période de lutte laborieuse et de sacrifices. Ce n'est qu'après s'être pénétrés de la conscience du caractère laborieux que prendra forcément la lutte en vue de l'affranchissement politique, et après avoir fait de cette certitude le point de départ de leur tactique, que les partis communistes de l'Europe Occidentale seront en mesure de mettre en garde le prolétariat contre des tentatives de soulèvement avec les forces insuffisantes de petites minorités impatientes.

Le prolétariat n'arrivera pas à conquérir le pouvoir avant que les éléments appartenant à différentes couches importantes de la classe ouvrière, comme par exemple les ouvriers des mines, ceux du métal, les cheminots et les ouvriers agricoles ne soient conquis au communisme et ne possèdent des forces qui puissent suffire à briser la résistance de la réaction, bien organisée, militairement préparée, appuyée par les larges couches des paysans riches. Il faut en outre élaborer des principes solides qui puissent servir de base à la dictature des Soviets: la dictature surgit ou succombe avec la volonté consciente des masses prolétariennes.

KARL RADEK.

A TRAVERS le PAYS SOVIETISTE.

Dans la ville de Spassk (province de Tambov), le Congrès Communiste du district a invité tous les communistes à remettre immédiatement tous leurs objets précieux, qui seront expédiés à Moscou pour servir au commerce extérieur. La résolution a immédiatement été mise en pratique.

A Smolensk, la conférence des ouvriers des transports a décidé de soutenir les mineurs anglais en faisant abandon de deux journées de salaire.

Le Comité Central du Parti Communiste d'Ukraine a invité toutes ses organisations à appeler une forte proportion de sans-partis dans les administrations d'Etat. Au contraire les communistes de ces dernières doivent être envoyés dans les usines, pour y recruter de nouvelles forces prolétariennes.

Le Comité Exécutif provincial de Kharkov a pris diverses mesures pour décharger la ville d'un grand nombre de bureaux économiques et militaires.

A Taganrog, après un arrêt de deux ans, un four Martin de l'usine métallurgique a été mis en marche, ce qui permettra d'augmenter la production des usines locales.

A Kremenchoug, l'unique usine du sud de la Russie qui puisse faire la réparation des machines de moulin, a été électrifiée.

A Rostov, on signale des cas isolés de choléra. L'épidémie de typhus est complètement liquidée.

Dernièrement se sont terminées les élections au Soviet de Krasnodar. Le Soviet comprend 80% de communistes. Pendant les élections, de célèbres savants et professeurs comme Dements, Kovalesvsky et Klotchkov ont invité les électeurs à défendre le prolétariat et à marcher sous le drapeau communiste, qui conduit l'humanité vers le progrès et l'action.

Le Comité Communiste du district de Volsk a organisé un cercle de conférenciers comprenant trois arpenteurs, deux agronomes, un forestier, deux insti-

uteurs et un professeur, qui parcourent sans cesse la région.

Dans la population tatare de la province de Samara les établissements d'éducation se multiplient. Le seul district de Melekes compte 13 bibliothèques tartares fréquentées par un public permanent de 1.700 lecteurs. Il possède aussi 24 cercles littéraires et une maison du peuple.

Dans la province de Tambov, 6 embranchements pour l'exploitation des coupes forestières sont en constructions, sur une longueur totale de 117 verstes. En outre, le réseau Riazan-Oural construit une ligne de 90 verstes Morchansk-Liada, qui traverse un massif forestier de 100.000 hectares.

Une flotille turque a amené à Kerch un lot important de médicaments, caféine, huile de ricin, sublimé, arsenic, etc. Toutes ces marchandises ont été achetées par le Commissariat du Commerce Extérieur.

Les transports.

Dernièrement a eu lieu une réunion plénière du Comité Central de la Fédération des Transports. Le 24 mai, le chef de la Direction Générale des Voies de Communication, Borissov, a exposé la situation générale des transports en Russie.

D'une façon générale les transports sont en voie de convalescence et de progrès. La seule crise qui soit à signaler concerne le combustible et aujourd'hui elle est à peu près terminée. Les stocks de naphte et de charbon sont suffisants, et si le bois manque, c'est faute de transports animaux pendant les travaux agricoles. Le déficit est comblé par le naphte qui arrive en grande quantité. On s'occupe d'adapter à ce mode de chauffage le plus grand nombre possible de locomotives, et à cet effet il a été commandé à l'étranger 10 millions de briques réfractaires. De cette façon la crise sera absolument résolue.

Les transports ont eu à souffrir également du manque de traverses. Il en faut 20 millions, et la Russie en possède

actuellement 5 millions seulement. Deux autres millions sont promis pour l'automne.

Le manque de pièces de métal pour les réparations de matériel est de moins en moins aigu, car on reçoit de l'étranger des cheminées, des bandages de roues et autres pièces.

Les réparations de matériel roulant ont fait les plus remarquables progrès. Si en Janvier, on a sorti de réparation 8.480 wagons de marchandises au lieu de 9.800 prévus, en février on en a sorti déjà 9.793 et en mars 11.247, ce qui représente 21,2% en plus du programme. De même il y a amélioration pour les locomotives. Dans l'ensemble les résultats des réparations de matériel roulant sont très encourageants.

Le service de l'exploitation donne les meilleures espérances. Le parcours journalier des locomotives a augmenté de 9 verstes en mars et avril. Celui des wagons a augmenté de 41 verstes, atteignant en avril 74.

De même la vitesse commerciale des trains a augmenté de 2 verstes depuis janvier, progrès médiocre, mais cependant significatif.

Sur la voie, la situation est la suivante: 3.000 verstes de rails sont à remplacer, 15.00 sont déjà commandées à l'étranger, et dès que nous les aurons nos besoins seront satisfaits, car n'importe quel ouvrier de la voie trouvera le moyen de suppléer aux 1.500 autres verstes en remettant en état d'anciens rails.

En ce qui concerne la restauration des ponts et des voies, détruits au cours de la guerre, les travaux avancent rapidement. Sur les 3.337 travaux d'art détruits, 1426 ont été rétablis. Dans ces deux derniers mois les travaux les plus sérieux en ce genre sont: le pont de Darnitsa à Kiev, le pont sur le Dniepr, le pont sur le Donets du Nord, le pont de Pskov sur la Velikaia, le pont de la Tchousovaia sur la ligne de Perm, etc...

Le Commissariat des voies de communication prend des mesures pour améliorer la circulation des trains de voyageurs. A partir du mois de mai leur nombre a été augmenté, non seulement pour les grands parcours, mais encore dans les banlieues des grandes villes, autour de Moscou, Pétrograd, Kiev, Odessa, etc.

Dans le domaine des transports fluviaux, de sérieux travaux sont en cours, dont les résultats doivent être déclarés entièrement satisfaisants. En particulier la situation est brillante pour les transports de naphte. En avril, au lieu de 17 millions de pouds prévus, il en a été transporté 21 millions. Il y a espoir qu'en mai on transportera 24 millions. La correspondance est parfaite entre les transports maritimes et les transports sur la Volga. La capacité plus grande de ces derniers a même permis d'enlever d'As-trakhan un reliquat de 25 millions de pouds de l'année dernière.

Pour les réparations de bateaux, la situation est également bonne. Elle l'est moins en ce qui concerne les constructions. Les 850 chalands de bois qui devaient être bâtis en 5 ans ont dû être ramenés, faute des matériaux nécessaires, à 350. Mais si les conditions le permettent ce chiffre sera augmenté.

Hygiène Publique.

En Occident et en Russie Sovietiste.

Le Secrétaire Général du Commissariat de l'Hygiène Publique, Docteur Freyberg, a donné dans la Maison de l'Enseignement Sanitaire une Conférence sur l'organisation des services médicaux en Occident.

L'énorme importance nationale de l'Hygiène est reconnue par tous les pays civilisés. En Russie, l'idée de créer un Commissariat spécial de l'Hygiène s'est fait jour dès le dernier quart du siècle dernier. Mais cette idée n'a trouvé sa première réalisation qu'après la Révolution d'Octobre. Une expérience de 3 ans a confirmé toutes les raisons données en faveur de la création d'un organe central de la santé publique.

En Angleterre le Ministère de l'Hygiène, fondé par la loi du 3 juin 1919, rassemble toute l'inspection sanitaire en général et celle des écoles en particulier, la lutte contre les maladies contagieuses, les secours médicaux, la protection de la maternité et de l'enfance, etc. Le Ministère se réserve aussi d'influer sur l'organisation des assurances sociales.

Aux Pays-Bas, un Ministère de l'Hygiène a été institué par la loi du 29 novembre 1919.

En Autriche un Commissariat national de l'administration sociale a été fondé avec un sous-secrétariat de l'Hygiène.

En Allemagne, certains Etats possèdent des services de l'hygiène à l'intérieur du Ministère du „Bien-Être Public“.

La Conférence a suscité un vif échange de vues. Siemachko montra que dans toute la littérature occidentale la question de la réunion des services sanitaires en un seul organe n'est pas encore résolue. En Russie seulement la réforme a été menée jusqu'au bout, parce que toutes les barrières réactionnaires qui l'avaient jusque là entravée sont maintenant abattues. De plus en plus la législation doit tendre à réunir les services médicaux de l'armée, de la marine, des chemins de fer, des voies fluviales et de la population civile.

L'obole des prisonniers.

Le groupement communiste de la Section russe du Parti Communiste à Berlin a fait une collecte parmi ses membres pour envoyer au Commissariat de l'Hygiène Publique à Moscou 4 appareils Riva-Rocci pour faire l'étude de la pression sanguine.

Un sanatorium flottant.

Le Commissariat de l'Hygiène organise sur la Volga un premier sanatorium flottant qui sera réservé aux ouvriers. Le sanatorium possède un club d'instruction et d'éducation. Il commencera à fonctionner ces jours-ci.

Le Congrès panrusse d'épidémiologie.

Le 25 mai s'est ouvert le 5ème Congrès panrusse de bactériologie et épidémiologie. Il compte plus de 300 délégués et 200 invités. Parmi les délégués se trouvent des représentants de toutes les Répu-

La Turquie de Kemal.

(Suite et fin).

Après „Koua Millié“, le second parti influent d'Anatolie est le parti „Halk Zumrasi (Parti populaire). Il a beaucoup de partisans parmi les délégués de la Grande Assemblée Nationale. On l'appelle aussi le parti Islamiste. Voici les points essentiels de son programme:

„Afin d'installer en Turquie la véritable démocratie, il s'est constitué un groupe populaire“...

Son but est de réaliser les réformes nécessaires en tenant compte des exigences du moment et des besoins du peuple.

Le groupe, s'appuyant sur les principes sacrés de l'Islam, veut abolir l'influence pernicieuse de l'Occident et se débarrasser de ses ambitions. Il justifie son programme par les prescriptions de Mahomét.

Le but essentiel du groupe est d'aider le peuple à arriver au bien-être général et à conquérir ses justes droits. Selon l'opinion du groupe, tous ceux qui vivent de leur travail, physique ou intellectuel, paysan, ouvrier, artisan, instituteur, fonctionnaire, employé — tout ces facteurs d'activité et de travail sont les vrais serviteurs de l'humanité.

Un des grands buts du groupe est d'affirmer et de faire passer dans les moeurs l'idée de la supériorité de la fraternité et de la communion universelles sur les intérêts individuels.

Le groupe estime que les dettes extérieures et les concessions étrangères aux dépens du malheureux peuple innocent sont de lourdes chaînes pour lui et sont pour le capitaliste un prétexte d'explo-

tation, d'intervention et de domination. Les pouvoirs exécutif et législatif sont concentrés dans la Grande Assemblée Nationale. Elle est composée de représentants des provinces élus au suffrage universel. Chaque citoyen, âgé de 18 ans, jouit des droits électoraux. Les membres de la grande Assemblée sont élus pour deux ans et siègent d'ordinaire au moins 4 mois par an.

Le groupe, se proposant de faire régner l'union fraternelle universelle, estime légitime la guerre et la lutte, mais seulement en vue de se défendre contre les conquérants et les agresseurs ou d'abolir l'impérialisme et les intrigues internationales. Le groupe estime que tous sans exception doivent remplir ce devoir par les moyens matériels ou moraux.

Le groupe doit fixer son attention surtout sur les défauts sociaux et moraux, pour cela supprimer l'alcool, la prostitution, les jeux défendus, les voies de fait, les vols, etc...

Le groupe se déclare partisan de l'éducation gratuite et obligatoire. Partout où ouvrira des écoles, il ne restera pas un illettré. Le nombre des écoles supérieures professionnelles et scientifiques sera augmenté, toutes appartiendront au Gouvernement et les études y seront gratuites.

Quant aux questions économiques, le groupe veut une juste répartition des charges sociales.

Les paysans sans terre seront pourvus gratuitement d'une quantité suffisante de terre labourable et chaque ouvrier aura la possibilité de travailler librement. De

cette manière seront assurées la mise en valeur et l'exploitation du sol.

Des écoles populaires répondant aux exigences de l'hygiène doivent être ouvertes par l'Etat.

Les pharmacies et les hôpitaux sont sous la surveillance du Gouvernement. Chaque citoyen a droit à être traité gratuitement.

Le groupe doit également se soucier des déshérités de la vie, des vieillards, des invalides et des malades dans l'intérêt général.

Le Gouvernement doit garantir aux enfants pauvres, jusqu'à 16 ans, le logement, l'éducation et la nourriture.

Le groupe considère comme le vrai capital celui qui est le produit de l'entente et de l'harmonie entre le travail actuel et le travail accumulé, et non celui qui est acquis par la spéculation, par des ruses et des tromperies indignes. Pour la répartition, pour supprimer les gains illicites du commerce on ouvrira des coopératives de consommation et de crédit. Le commerce extérieur est du ressort du Gouvernement et est contrôlé par lui.

L'ampleur du programme, ses tendances réformatrices petites-bourgeoises (coopératives), le mélange de principes purement socialistes avec des tendances philanthropiques, enfin la justification de ce programme par les principes sacrés de l'Islam et les prescriptions d'Allah — tout cela assure au parti un grand succès dans la population. Ce parti a beaucoup d'adhérents parmi les masses laborieuses.

Le parti de „l'Armée Verte“ ressemble beaucoup au „groupe populaire“. Il a été fondé par Nazi-bey et Scheikh-Issebert en 1919. L'étrange appellation „d'Armée Verte“ s'explique parce qu'on a pris l'Ar-

mée Rouge pour le parti dominant en Russie, et que l'alliance de „l'Armée Verte“ et de „l'Armée Rouge“ doit être le symbole de l'union de la Russie Révolutionnaire avec l'Orient Révolutionnaire.

Parmi les autres partis soumis à l'influence des éléments petits-bourgeois, citons le parti „socialiste ouvrier et paysan“ (Becharkodach) fondé en 1918 par la jeunesse turque étudiant en Allemagne, sur le modèle des Indépendants allemands. Ce parti n'a de partisans qu'à Constantinople, en Anatolie nul ne le connaît.

A Constantinople encore travaille le „parti social-démocrate de Turquie“ fondé en 1919. Il est fortement sous l'influence des éléments petits-bourgeois et porte un caractère opportuniste.

Outre les groupements indiqués, on trouve en Anatolie le parti communiste officiel. C'est un parti légal, organisé sans participation de membres du „Koua millié“ et du parti disparu „Union et progrès“. Ce parti communiste n'a pour but que d'éloigner les masses populaires du vrai mouvement communiste, qui, lentement mais sûrement, attire les sympathies des éléments conscients et actifs de la population laborieuse et de l'armée d'Anatolie.

Outre les communistes officiels il existe en Anatolie de petits groupes isolés de communistes clandestins travaillant en contact avec le Bureau Extérieur du Parti Communiste de Turquie, à la tête duquel étaient Ismail Hakky, Soubkhy et d'autres qui ont trouvé récemment une mort tragique en Asie Mineure. Je traiterai plus en détail du mouvement communiste turc une autre fois.

M. Pavlovitch.

bliques Fédérées et alliées, y compris la République Extrême-Orientale.

Le Bureau du Congrès est formé du Bureau d'organisation complété par des représentants des provinces. Siemachko a été élu président d'honneur.

Dans son discours d'inauguration, le Commissaire du peuple à l'Hygiène Publique a constaté la disparition presque complète des épidémies en Russie. Il faut néanmoins toujours s'attendre à des cas isolés de certaines maladies, et se préparer en conséquence. Actuellement les questions les plus urgentes sont celles de la peste, du choléra et de la malaria. Aucun cas de peste n'a été signalé sur le territoire de la Fédération Soviétiste, mais elle menace la Russie du fait même qu'elle sévit en Manchourie et en Perse. Des cas de choléra ont été constatés

en divers lieux de la République. La malaria prend des dimensions inquiétantes, se répandant même là où elle était inconnue, au centre et dans le Nord.

Le professeur Diatropov, président de Congrès, a exposé l'histoire de la peste en Russie au cours de ces dernières années, ainsi que dans les Etats limitrophes. Ensuite ont été entendus les rapports du docteur Nikanorov sur la peste dans la steppe kirghize et dans la région d'Astrakhan pendant ces dernières années et du professeur Chirokorov sur la peste dans les provinces de la Mer Noire.

Le Congrès durera 6 à 7 jours. On attend un rapport du professeur Tchervantsov, qui a dernièrement étudié l'épidémie de peste dans le Transbaïcal et dans la Mandchourie septentrionale. Le Congrès est accompagné d'une exposition.

A L'ETRANGER.

France.

Le Congrès des cheminots du P. O. vote l'adhésion à Moscou.

Le 6 mai a eu lieu à Montluçon le Congrès des Cheminots du réseau Paris-Orléans. La principale question à l'ordre du jour était l'attitude à prendre à l'égard de la C. G. T., des syndicats révolutionnaires et de l'Internationale Syndicale de Moscou. Des débats animés se sont prolongés pendant 2 jours, auxquels prirent part Monmousseau, Delagrangé, Olivier, Bert, etc.

A la fin de la seconde journée un ordre du jour fut déposé par les représentants de nombreux syndicats, parmi lesquels se trouvent les plus importants.

Les principaux points de ce texte sont les termes de la résolution d'Amiens qui déclare :

«La C.G.T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... Les cheminots du P.O., résolus à ne pas se désintéresser de l'action à mener pour l'obtention de revendications corporatives, estiment qu'il y a lieu de l'entreprendre parallèlement avec l'action en vue de la transformation sociale, but principal du mouvement syndicaliste français...»

Laisant à d'autres le soin de poursuivre les nationalisations, le Congrès proclame la nécessité d'intensifier la propagande en faveur de la socialisation.

En ce qui concerne l'action internationale, ils proclament également que le but final du syndicalisme français ne peut trouver son aboutissement logique à l'aide d'organismes internationaux mis en œuvre par l'Internationale d'Amsterdam, tels que le Bureau International du Travail issu de la Société des Nations...

Les cheminots du P.O., précisant leur pensée, demandent que la C.G.T. française se retire de l'Internationale contre-révolutionnaire d'Amsterdam et donne son adhésion à l'Internationale de Moscou.

29 syndicats se sont prononcés pour la motion révolutionnaire ci-dessus, ils représentent 6.861 adhérents; 15 syndicats ont voté pour la motion réformiste, ils représentent 3.194 syndiqués; il y a 6 abstentions. Les cheminots de Paris P.O. votent également pour la motion révolutionnaire, mais en réservant l'adhésion à Moscou jusqu'au retour du délégué au Congrès constitutif de Moscou... C'est donc près des 3/4 des adhérents qui votent la motion révolutionnaire.

(Humanité, 8 mai).

Manifestation à St-Etienne.

St-Etienne, 7 mai. — Une imposante réunion a eu lieu à la Bourse du Travail. Ferdinand Faure a pris la parole au nom du Parti. Puis une manifestation monstre, groupant plus de 25.000 personnes, s'est déroulée dans les rues de la ville, avec à sa tête, Lafont, député, les 3 adjoints communistes, les élus municipaux et cantonaux communistes, et les cheminots révoqués. Il n'y eut aucun incident. Mais l'impression produite dans la ville est énorme.

(Humanité, 8 mai).

Inauguration d'un buste de Jaurès.

La municipalité de Cransac (Aveyron) a élevé un buste en l'honneur de Jaurès et l'inauguration a eu lieu le 1-er Mai. Palicot, membre du Comité Directeur, a prononcé un discours dans lequel tout en magnifiant Jaurès, il a montré les difficultés de l'heure présente et prouvé que le capitalisme en est toujours la cause.

«La situation est révolutionnaire à tous les points de vue. A vous, camarades prolétaires, exploités de la mine, de jeter à bas cette domination de désordre et de sang.» L'orateur a été vivement applaudi.

(Humanité, 8 mai).

Allemagne.

Hanovre, 25 mai (Radio américain). — Malgré l'acceptation de l'ultimatum des alliés, l'Allemagne prend toutes mesures pour prévenir les menaces d'occupation de la Rur. Des troupes gouvernementales armées jusqu'aux dents ont été appelées sur la frontière de Silésie. Il s'y rassemble également de tous les côtés des volontaires pour aider les Silésiens à chasser les insurgés. Mais malgré les appels désespérés de la majeure partie de la population aucun volontaire n'est autorisé à franchir les limites de la zone plébiscitaire. En même temps en Prusse Orientale des milliers d'ouvriers sont occupés à détruire les retranchements élevés au prix d'énormes dépenses par l'ex-kaiser contre le danger russe. Toutes les déclarations d'après lesquelles l'Allemagne est privée de son unique moyen de défense contre le torrent du bolchévisme restent vaines. A Berlin ont lieu des conférences de cabinet perpétuelles. Le Gouvernement allemand s'efforce de trouver le moyen de payer la contribution réclamée par la France, de doubler la production du charbon, d'augmenter son tonnage et de résoudre mille et un autres problèmes. Au Tribunal Suprême de Leipzig on juge les officiers allemands pour des crimes commis pendant la guerre sur les ordres directs ou indirects de l'ex-kaiser. La commission de contrôle interalliée surveille attentivement les actes de ce tribunal. Malgré les pétitions de centaines de milliers d'Allemands, les coupables seront vraisemblablement punis de peines sévères. En Bavière, contre le désir de la majorité des habitants, l'Einwohnerwehri est dissoute. La formation de toute espèce d'association de caractère militaire est interdite sous peine de punition sévère. Dans ses territoires occupés et dans les ports de mer on verse chaque semaine aux Alliés des droits de douane énormes. Dans le reste de l'Allemagne 95% de la population travaillent comme jamais jusqu'alors pour payer des impôts colossaux. Tout cela se fait sur les ordres des alliés. Les Allemands ne sont plus maîtres chez eux et pourtant l'Allemagne devient chaque jour plus forte économiquement et après 6 ans de marasme l'industrie commence à renaître.

Hanovre 25 Mai (Radio américain). — Les relations entre Allemands et Anglais ont profondément changé depuis la guerre. La plus grande partie du pays attend avec impatience le passage de 80.000 soldats anglais allant en Silésie via-Colojne. Ils sont accueillis en beaucoup de lieux avec des fleurs, des ovations et régales gratuitement. L'Allemagne s'efforce de recevoir les tommys anglais comme jadis l'Angleterre les Cosaques mythiques de Kitchner. A Opleln on regarde les Anglais comme les sauveurs du pays.

Angleterre.

Horthy, 25 mai (Radio). — Lloyd George a invité les mineurs et les propriétaires de mines à une conférence avec le gouvernement pour vendredi. Le discours du premier ministre montre que les pourparlers non officiels qui ont eu lieu quelque temps entre les différents partis ont amené à un accord de principe qui sans doute est reconnu satisfaisant car le ministre a déclaré catégoriquement qu'il était possible de réunir une nouvelle conférence dont le succès était garanti par un accord préliminaire.

Horthy 25 mai (Radio). — Sir Hamar Greenwood, secrétaire pour les affaires d'Irlande a déclaré à la Chambre des Communes que d'après un rapport de police dans les comtés de l'Ulster où ont eu lieu les élections au nouveau parlement du nord le nombre des votants a été très élevé, et les élections se sont faites dans le calme le plus complet. Il n'y a qu'à se féliciter a-t-il déclaré, d'un caractère aussi pacifique.

Haute-Silésie.

Nauen 25 Mai (Radio). — D'après l'Agence Reuter, Chamberlain a déclaré à la Chambre des Communes qu'il n'y a actuellement en Haute-Silésie aucune troupe anglaise, mais que s'il est nécessaire d'augmenter les forces alliées il y sera détaché quatre bataillons d'infanterie appelés du Rhin.

Nauen 25 Mai (Radio). — D'après les nouvelles parvenues des régions de Haute-Silésie aujourd'hui évacuées par les insurgés, les bandes polonaises ont commis des pillages et incendies inouïs. A Rybnik règnent des pillages, des meurtres et des horreurs effroyables. Tous les Allemands abandonnent leurs biens et cherchent leur salut dans les édifices publics. Si des secours ne sont pas envoyés d'urgence la catastrophe est inévitable.

Nauen 25 Mai (Radio). — D'après des nouvelles de Paris, le ministre polonais Sapieha a retiré sa démission à condition qu'il aurait pleine liberté d'action dans la question de Haute-Silésie. Dans les cercles ententistes de Berlin on suppose que si Sapieha reste à son poste l'atmosphère orageuse sera calmée et que l'Entente réussira par une pression unanime à obliger la Pologne à prendre des mesures contre l'arbitraire de Korfanty.

Le Mouvement Révolutionnaire du prolétariat des campagnes en Lettonie.

Le trait qui peut-être caractérise le mieux la vie agricole de la Lettonie jusqu'à ces derniers temps est certainement la pratique de l'embauchage à la journée, dans des proportions et dans des conditions qui n'ont pas leurs pareilles dans le monde entier. D'après les données statistiques d'avant la révolution de 1915, sur dix habitants il y en avait dans les campagnes lettones un seul pourvu de terre. Si l'on tient compte des membres de la famille et des enfants, cela fait trois ou quatre journaliers pour un propriétaire foncier. Et cet état de choses ne datait pas de la veille: l'histoire nous montre les hobereaux „possédant“ littéralement deux catégories superposées de serfs: d'abord les fermiers et ensuite, au service des premiers, les journaliers, issus des paysans sans terre. De cette façon les fermiers étaient asservis aux propriétaires et les journaliers aux fermiers. Comme on le voit, c'était là une machine bien agencée par messieurs les barons.

Et de fait il n'y avait sans doute nulle part au monde un appareil d'oppression organisé, si l'on peut dire, aussi scientifiquement que dans les campagnes lettones. En 1817 les hobereaux, après une suite d'insurrections paysannes, furent obligés de se résoudre à abolir le servage, ils élaborèrent un projet de loi qui fut ratifié par le gouvernement de Pétersbourg. Par cette loi les hobereaux renoncèrent „spontanément“ à tous leurs privilèges, „excepté“ seulement la propriété de la terre... des paysans. Cette répétition du baiser Lamourette n'était qu'une comédie: après le soi-disant affranchissement, l'esclavage de la population paysanne n'en devint que plus pénible. L'affranchissement était réglé de la façon suivante: au cours des 4 années suivant 1817, les hobereaux devaient partager les paysans en trois catégories: propriétaires (fermiers), journaliers et garçons de ferme. Ainsi ces messieurs avaient 4 ans pour choisir ceux qu'ils jugeraient dignes du poste d'exploiteurs. Inutile de dire que police et tribunaux, tout le monde officiel, était à la solde des barons. Lorsque plus tard en 1860 les corvées furent, sur le papier, supprimées et remplacées par des redevances en espèces, un nouveau choix de fermiers fut fait parmi les plus riches paysans. Ces brèves indications suffisent à faire comprendre pourquoi dans la presse russe on disait des Pays Baltiques qu'ils étaient „L'Irlande de la Russie“.

Les premières luttes révolutionnaires se déroulèrent sur le terrain du nationalisme. Aucune conscience de classe ne s'était encore éveillée chez les journaliers exploités. Cela fit que presque tous les petits propriétaires ou fermiers „marchèrent“ avec les plus pauvres journaliers, contre les barons allemands. Par contre après 1905 nous voyons se produire une brusque différenciation sociale entre fermiers et journaliers - les premiers prennent parti pour la contre-révolution, tandis que les seconds épousent résolument la cause prolétarienne, leur cause. Un abîme se creuse, qui s'accroît encore en 1917-18, lors

de la féroce occupation allemande. Le régime instauré en 1919 n'a pas été de nature à calmer les antagonismes de classes: ils sont, à l'heure qu'il est, plus profonds que jamais.

Il est vrai que les rangs du prolétariat paysan de Lettonie sont quelque peu dégaris: un grand nombre de journaliers sont venus tenir tête aux baïonnettes de la contre-révolution, sur les fronts de l'armée rouge, — d'autres ont abandonné en masse les campagnes pour les villes, où les conditions d'existence leur étaient plus tolérables. D'autres enfin sont devenus à leur tour petits propriétaires.

Ce n'est pas à dire que le mouvement prolétarien n'ait plus de promoteurs dans les campagnes lettones: les journaliers existent, et les traditions révolutionnaires sont vivantes en eux. La Lettonie peut se vanter d'avoir eu 3 révolutions paysannes qui peuvent servir d'exemple aux autres peuples. A trois reprises (1905, 1917, 1919) les hobereaux ont dû quitter en toute hâte leurs propriétés, toutes les fois les prolétaires victorieux ont fait preuve d'une modération exemplaire: loin de saccager les immeubles, ils ne partageaient même pas les biens entre eux, se contentant d'en faire l'inventaire. Quant aux terres, ils les cultivaient en commun. Jamais le fameux „lopin de terre“ mot d'ordre préféré des socialistes-révolutionnaires, ne leur fit envie, quoi qu'en aient dit depuis les calomnieux mencheviks et autres, qui ne se sont pas fait scrupule de déclarer que la petite propriété était le rêve de chaque journalier-rêve que nous, mencheviks, disaient-ils, allons exaucer. Mensonges du tout au tout, naturellement. Les mencheviks se sont, en pleine connaissance de cause, élevés contre les revendications des paysans sans terre, qui comportaient l'exploitation du sol en commun. Et qu'ont-ils donné au lieu de cela? Sur 150.000 paysans sans terre, 10.000 seulement ont été satisfaits. Les autres sont au désespoir. Ils n'ont rien, et on les chasse des propriétés des ci-devants, qu'ils avaient déjà occupées, sous prétexte qu'il faut les soumettre au partage. Et quand ils s'adressent à la Commission Agricole, le cent-noir menchevik Lindine qui y siège leur déclare officiellement qu'en Lettonie les communes ne seront pas tolérées. A l'heure qu'il est, les hobereaux ne parlent, malgré la censure militaire, que de l'effervescence inquiétante qui règne dans les campagnes. On fait remarquer qu'un grand nombre de journaliers revenus du front sont armés, ce qui, étant donné les mesures prises pour les déposer des maisons qu'ils occupent, pourrait amener à des complications. Ce danger sert de prétexte pour, dans de certains cas, interrompre la procédure du partage, qui peut être le prétexte de désordres, et prolonger le status quo, c'est-à-dire que les sans terre restent où ils sont, mais les barons aussi. Voilà ce qui s'appelle une socialisation bien conduite.

Pour ce qui est des communistes, ils avaient en 1919, comme en 1905 et 1917, exigé l'exploitation en commun des biens fonciers. Dans la partie de la Lettonie qui s'est déclarée pour le régime des Soviets, nous avons réussi à instaurer 239 domaines agricoles communaux qui fonctionnaient à merveille, mais malheureusement pendant un trop court laps de temps. En général, le Parti Communiste letton dans son nouveau programme, adopté au printemps dernier, préconise les mêmes mesures qu'en 1919, avec cette différence qu'il consent à accorder un certain fonds de terres aux plus pauvres d'entre les paysans, s'ils en expriment le désir, car il se propose de former des communes agricoles à grand rendement, et se préoccupe peu des petits domaines. A l'égard du paysan moyen le programme fait preuve de modération, sans toutefois admettre l'embauchage.

Il faut dire que la moindre concession faite par les communistes aux petits et moyens propriétaires rencontrait de la part des journaliers et paysans sans terre la plus violente protestation.

La loi proposée par les mencheviks et comportant la répartition de toutes les grandes propriétés a tout l'air d'avoir fait faillite, de telle sorte qu'une partie insignifiante des grandes propriétés sera soumise au partage. Mais en même temps s'est formée une nouvelle „caste“ officielle, celle des „barons gris“, dans laquelle sont compris les anciens gros propriétaires fonciers, de même que les propriétaires paysans possédant des fonds considérables atteignant cent hectares et plus. En tout cas le mouvement prolétarien possède dans les campagnes lettones une base solide.

VÉTÉRAN.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.